

**COMMUNE**  
**DE QUINTIN**

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**du jeudi 28 octobre 2021**

Département des Côtes d'Armor

|  |                 |
|--|-----------------|
| <b>Convocation du :</b>                  | 22 octobre 2021 |
| <b>Date d'affichage :</b>                | 22 octobre 2021 |
| <b>Nbre de conseillers en exercice :</b> | 22              |
| <b>Présents :</b>                        | 16              |
| <b>Votants :</b>                         | 18              |

**COMPTE-RENDU**

L'an deux mil vingt et un, le vingt-huit octobre à vingt heures trente, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni en Mairie en séance publique sous la présidence du Maire, Monsieur Nicolas CARRO.

**Etaient présents :**

CARRO Nicolas - HAMON Jean-Paul - AUBRY Isabelle - CHATTARD-GISSEROT Thibault - MAUJARRET Marie-Madeleine - THERIN Emmanuel - GUILLOU-COROUGE Françoise - COISY Thierry - POISSON François - LE BRIS Isabelle - LE CHANU Fabienne - QUEMARD Bertrand - MORIN Sabine - LE FUR Corentin - REPERANT Thibault HELLARD Hugo.

**Absents excusés :** BOQUEHO Stéphanie, AUBRY Charlène, RUEN Pauline.

**Absents non excusés :** LE COZLER Marie-Christine, LE BUHAN Erwan, GUILLEMOT Sébastien

**Procuration :** RUEN Pauline à POISSON François ;  
AUBRY Charlène à LE CHANU Fabienne.

Le Conseil a désigné pour secrétaire de séance Monsieur LE FUR Corentin.

**COMPTE-RENDU DE SÉANCE**

Après avoir approuvé à l'unanimité des membres présents lors de la réunion, le procès-verbal de la séance du 24 septembre 2021, le Conseil Municipal a adopté les délibérations suivantes :

**Délibération n° 2021/10/46 (nomenclature 5.7)**

**Objet : Examen du rapport annuel d'activités 2020 de Saint-Brieuc Armor Agglomération.**

Conformément à l'article L.5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'EPCI adresse chaque année, avant le 30 septembre, au Maire de chaque Commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement.

Le rapport annuel d'activités 2020 a été soumis au Conseil Communautaire au cours de sa séance du 23 septembre 2021.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de :

- prendre acte du rapport d'activité 2020 de Saint-Brieuc Armor Agglomération joint en annexe.

|  |
|--|
| <b>Délibération n° 2021/10/47 (nomenclature 7.1)</b> |
|--|

|   |
|---|
| <b>Objet : Cantine scolaire : tarifs 2021/2022.</b> |
|---|

Le Maire rappelle que la ville de Quintin peut désormais bénéficier du dispositif d'Etat : la cantine à 1€.

En effet, dans le cadre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, l'État vient aider les communes et intercommunalités rurales les plus fragiles (touchant la dotation de solidarité rurale) de moins de 10 000 habitants à mettre en place une tarification sociale des repas de cantine scolaire.

La cantine à 1€ prévoit le financement d'une part des repas servis par la cantine si la commune volontaire met en place une tarification progressive composée d'à minima trois tranches, la tranche la plus basse étant à maximum 1€ par repas et par enfant.

Pour chaque repas servi au tarif maximal d'1€ par jour l'Etat verse une subvention de 3 € à la ville.

Considérant que conformément aux dispositions du décret 2006-753 du 29 juin 2006, les Collectivités Territoriales qui assurent la restauration scolaire ont la faculté de déterminer librement les tarifs de leur cantine scolaire,

Considérant que les tarifs ne peuvent cependant pas excéder le coût, par usager, de l'ensemble des charges supportées au titre de ce service,

Considérant que l'Etat instaure une aide financière pour les collectivités fragiles, afin que les enfants en situation de pauvreté qui y résident puissent manger à la cantine pour 1 € maximum. Ainsi, un soutien financier est mis en place afin d'inciter à une tarification sociale de la restauration scolaire,

Considérant que la Commune de Quintin est éligible à cette aide financière,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 juin 2021 par laquelle le Conseil Municipal a fixé les tarifs de la cantine scolaire pour l'année 2021/2022,

Considérant qu'il serait opportun de remonter le seuil du quotient familial de la Caisse d'Allocations Familiales afin de soutenir un plus grand nombre d'enfants rationnaires dans le besoin,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de fixer les tarifs de la cantine scolaire pour l'année 2021/2022 comme suit :

|  | <b>Quotient familial inférieur à 600</b> | <b>Quotient familial entre 600 et 1000</b> | <b>Quotient familial supérieur à 1000</b> |
|--|--|--|---|
| <b>Tarif du repas d'un enfant quintinais</b>     | 1 €                                      | 2,80 €                                     | 3,50 €                                    |
| <b>Tarif du repas d'un enfant non quintinais</b> | 1 €                                      | 3,50 €                                     | 3,50 €                                    |
| <b>Rationnaire amenant son repas</b>             | 1 €                                      |  |   |
| <b>Employés communaux</b>                        | 4,30 €                                   |  |   |
| <b>Enseignants et occasionnels</b>               | 5,70 €                                   |  |   |

- De remplacer la précédente délibération n° 2021-06-33 en date du 30 juin 2021

**Délibération n° 2021/10/48 (nomenclature 7.1)**

**Objet : Tarifs de la garderie : année scolaire 2021/2022.**

Vu la délibération en date du 30 juin 2021 par laquelle le Conseil Municipal a fixé les tarifs de la garderie périscolaire pour l'année 2021/2022,

Considérant qu'il convient de rectifier cette dernière,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de fixer les tarifs de la garderie scolaire pour l'année 2021/ 2022 comme suit :

|   | <b>Matin</b> | <b>Matin et Soir</b> | <b>Soir</b> |
|---|--------------|----------------------|-------------|
| <b>Famille inscrite pour un forfait annuel scolaire de 16,50 € et collectivité de Cohiniac pour 16,50 € par élève et par an</b> | 1,05 €       | 2,40 €               | 2,40 €      |

|  |  |        |        |
|--|--|--------|--------|
| <b>Occasionnel non inscrit</b>                   | 4,70 €   | 4,70 € | 4,70 € |
| <b>Dégressivité selon délibération n°74/2008</b> | Moins 10 % à partir du 2 <sup>ème</sup> enfant, moins 20 % à partir du 3 <sup>ème</sup> enfant et ainsi de suite |        |        |
| <b>Dépassement horaire</b>                       | 15 € pour l'heure supplémentaire débutée   |        |        |

– remplacer la précédente délibération n° 2021-06-33 en date du 30 juin 2021

**Délibération n° 2021/10/49 (nomenclature 5.7)**

**Objet : Refonte du Pacte Financier et Fiscal de SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION : Dispositions relatives au volet financier.**

Monsieur Jean-Paul HAMON informe l'assemblée que le premier semestre 2021 a été marqué par différents travaux collaboratifs, notamment le nouveau pacte financier de notre agglomération, la révision du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) ou encore le Projet de Territoire.

Pour sa part, le projet de territoire de SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION, approuvé en séance du conseil d'agglomération du 08/07/2021 fixe les orientations et les priorités de l'action intercommunale sur la période 2021-2030.

Le pacte financier et fiscal, quant à lui, constitue un outil important permettant d'atteindre les objectifs du projet de territoire en instaurant une solidarité au sein de l'ensemble intercommunal.

Souhaité par l'ensemble de notre assemblée délibérante, avec le soutien du Cabinet Ressources Consultants Finances, ce travail conséquent a été mené en concertation étroite avec la Conférence des Maires, le Bureau Communautaire, la Commission Administration Générale, le DG32 et un groupe de travail d'élus représentatifs des différentes sensibilités politiques et tailles des communes de l'agglomération.

La proposition finalisée développe le volet financier du pacte afin que les flux comptables (émission des titres et mandats) puissent s'inscrire dans le calendrier budgétaire de l'exercice 2021. Le volet fiscal sera traité dans un second temps.

Pour rappel, le pacte de confiance et de gouvernance, dont les dispositions financières avaient été prorogées par la délibération DB-143-2019 prise en Conseil d'Agglomération du 27/06/2019, est arrivé à son terme à la fin de l'exercice 2020. La mise en place de cet outil structurant étant obligatoire pour les EPCI signataires d'un contrat de ville, le Conseil d'Agglomération a délibéré le 23/09/2021 sur les mécanismes financiers qui seront intégrés au nouveau pacte financier et fiscal de l'ensemble intercommunal.

Le volet financier du pacte soumis à votre approbation par cette délibération répond aux engagements et enjeux du projet de territoire et prend en compte de nombreux enseignements de notre démarche participative.

**- Respect des orientations définies par le précédent exécutif communautaire**

- Conservation d'une enveloppe de Fonds Communautaire de Fonctionnement (FCF) de 1,7 M d'€ ;
- Répartition de l'enveloppe FCF sur des critères homogènes et partagés ;
- Vigilance sur l'impact des évolutions pour les petites communes ;
- Prise en compte de la préservation des terres agricoles.
- Renforcement de la dimension intercommunale en mettant fin aux dispositifs transitoires issus du pacte de confiance et de gouvernance adopté en 2017 pour accompagner la création de SBAA ;

**Axes, critères et pondérations à l'origine de la répartition financière**

La solidarité financière proposée repose sur 4 capacités mesurées chacune par deux critères. L'ensemble des critères et capacités ont été pondérés comme suit :

| 4 axes : tenir compte des ...                | 8 critères : aider plus les communes en situation de...                    | Poids axe | Poids des critères au sein de l'axe |
|--|--|-----------|-------------------------------------|
| Capacités de développement humains           | Insuffisance Revenu Médian   | 24%       | 1                                   |
|  | Importance de la population scolarisée sur la commune (1er et 2nd degré)   |           | 1                                   |
| Capacités d'intervention des communes        | Insuffisance d'IRE (indicateur de ressources élargi)                       | 23%       | 1                                   |
|  | Insuffisance de densité  |           | 0,5                                 |
| Capacités d'attractivité et de développement | Insuffisance de dynamique des emplois occupés par les actifs de la commune | 23%       | 0,5                                 |
|  | Importance du taux de chômage sur la commune                               |           | 1                                   |
| Services rendus par les écosystèmes naturels | Importance des capacités de stockage du CO <sup>2</sup>                    | 30%       | 1                                   |
|  | Importance des terres agricoles sur la commune                             |           | 1                                   |

Les critères retenus pour évaluer les capacités de développement, d'intervention, d'attractivité mais aussi les services rendus par les écosystèmes sont en cohérence avec les enjeux du territoire. Cette logique d'intervention, inspirée par les travaux du Pacte Stratégique Régional adaptés aux réalités de notre intercommunalité, renforce notre action sur les communes confrontées à de plus grandes fragilités. La multiplicité et l'équilibre des critères permettent également de mieux caractériser la diversité des communes de notre agglomération. En ce sens, l'introduction de critères sur les services rendus par les écosystèmes constitue une avancée notable, en cohérence avec le projet de territoire, et marque l'engagement communautaire en faveur de la question environnementale.

## **Montant de l'enveloppe FCF et modalités de calcul à l'origine de la répartition**

Le montant de l'enveloppe du FCF est de 1 722 117 € (hors dispositifs de soutenabilité des variations de ressources).

Une note méthodologique transmise aux services finances précise les modalités de calcul de chaque étape du processus d'élaboration.

Globalement, cette méthode vise à positionner les communes à partir des données propres à chaque critère selon les ressources disponibles, puis de les traduire en indice composite et en coefficient de modulation. Ce dernier viendra ainsi moduler la population DGF de chaque commune avant répartition de l'enveloppe par habitant.

Afin de faire preuve de vigilance pour les petites communes quant à la soutenabilité du passage de l'ancien au nouveau pacte, cette répartition a été assortie de mécanismes de correction :

### **La dotation socle.**

La dotation socle est attribuée à toutes les communes pour lesquelles l'application du calcul du FCF (selon la répartition financière susvisée) ne permet pas d'atteindre les montants minimum repris dans le tableau ci-dessous. Cette dotation est financée sur l'enveloppe FCF de 1 722 117 €. Son coût s'élève à 110 438 € réduisant ainsi l'enveloppe répartie sur la base de la population modulée à 1 611 679 €.

| Montant Dotation socle | Communes éligibles selon population DGF                   | Nb communes concernées SBAA |
|------------------------|---|-----------------------------|
| 15 K€                  | Communes population DGF < à 1 000 hts                     | 6                           |
| 20 K€                  | Communes population DGF comprise entre 1 001 et 1 500 hts | 4                           |
| 25 K€                  | Communes population DGF > à 1 501 hts                     | 5                           |

### **Les dispositifs facilitant la soutenabilité des variations de ressources.**

Deux mécanismes visent à encadrer la variation des ressources entre ancien pacte et nouveau pacte. Cette variation mesure l'écart entre la somme du volet 1 (FCF antérieur)+ volet 2 (effet neutralisation de la fusion) de l'ancien pacte et la nouvelle solidarité cible du nouveau pacte.

- 4) **un lissage progressif permettant d'étaler sur 2 ans la variation de ressources nettes pour les communes** (hausse comme baisse), selon la comparaison suivante :

| <b>CALCUL DE LA VARIATION DE RESSOURCES NETTES ENTRE ANCIEN PACTE ET NOUVEAU PACTE</b> |   |
|--|---|
| valeur initiale [ancien pacte]   | FCF annuel de la période 2017-2020 + moyenne annuelle effet neutralisation de la fusion de la période 2018-2020 |
| valeur finale [nouveau pacte]  | nouvelle solidarité cible [soit FCF final 2026]   |

En application de ce lissage, l'année 2021 correspondra donc à l'exercice comptable assurant la transition entre valeur initiale de l'ancien pacte et la solidarité cible du nouveau pacte. Ce dispositif de lissage portera en 2021 l'enveloppe de la nouvelle solidarité à 1 787 701 €.

| DISPOSITIF DE LISSAGE SUR 2 ANS [ETALEMENT VARIATION DE RESSOURCES] |             |                   |
|---|-------------|-------------------|
| Année de versement  | 2021        | PERIODE 2022-2026 |
| ENVELOPPE ANNUELLE FCF  | 1 787 701 € | 1 722 117 €       |

**5) un dispositif complémentaire de compensation dégressive transitoire étalée sur 5 ans des baisses de ressources nettes dépassant 2 % des produits réels de fonctionnement (PRF) annuels moyens de la commune sur la période 2017-2019.**

Dans ce mécanisme financé par l'agglomération, lorsque la baisse des ressources nettes excède 2 % des PRF moyens 2017-2019 (plafond de baisse), alors l'écart entre la baisse constatée et le plafond de baisse correspond au montant à protéger. Ce dispositif s'étalera selon l'échéancier suivant.

| DISPOSITIF COMPLEMENTAIRE DE COMPENSATION DEGRESSIVE TRANSITOIRE |          |          |          |          |          |      |
|--|----------|----------|----------|----------|----------|------|
| Année de versement   | 2021     | 2022     | 2023     | 2024     | 2025     | 2026 |
| Montant total à protéger de 75 734 €                             | 100%     | 80%      | 60%      | 40%      | 20%      | 0%   |
| Coût du dispositif financé par SBAA                              | 75 734 € | 60 587 € | 45 440 € | 30 294 € | 15 146 € | 0 €  |

**Actualisation des données statistiques , à échéance 2024.**

Afin de tenir compte de l'évolution des données issues des indicateurs sur la période du pacte financier, une actualisation sera opérée en 2024. Celle-ci permettra de tenir compte des évolutions induites par le PLUi.

**Tableau récapitulatif du FCF de la période 2021-2026 intégrant l'ensemble des dispositifs.**

| TABLEAU RECAPITULATIF DES DISPOSITIFS COMPOSANT LE FCF PERIODE 2021-2026 |             |             |             |             |             |             |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Année de versement   | 2021        | 2022        | 2023        | 2024        | 2025        | 2026        |
| LISSAGE PROGRESSIF [2 ANS]   | 1 787 701 € | 1 722 117 € | 1 722 117 € | 1 722 117 € | 1 722 117 € | 1 722 117 € |
| COMPENSATION DEGRESSIVE [5 ans]  | 75 734 €    | 60 587 €    | 45 440 €    | 30 294 €    | 15 146 €    | 0 €         |
| TOTAL FCF  | 1 863 435 € | 1 782 704 € | 1 767 557 € | 1 752 411 € | 1 737 263 € | 1 722 117 € |

## Tableau récapitulatif des montants à verser pour chaque commune sur 2021-2026

| COMMUNE               | FCF 2021           | FCF 2022           | FCF 2023           | FCF 2024           | FCF 2025           | FCF 2026           |
|-----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| BINIC-ETABLES-SUR-MER | 39 236 €           | 60 976 €           | 60 976 €           | 60 976 €           | 60 976 €           | 60 976 €           |
| BODEO (LE)            | 19 539 €           | 16 245 €           | 15 933 €           | 15 622 €           | 15 311 €           | 15 000 €           |
| FOEIL (LE)            | 24 504 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           |
| HARMOYE (LA)          | 19 333 €           | 15 358 €           | 15 269 €           | 15 179 €           | 15 090 €           | 15 000 €           |
| HILLION               | 29 885 €           | 45 190 €           | 45 190 €           | 45 190 €           | 45 190 €           | 45 190 €           |
| LANFAINS              | 17 717 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           |
| LANGUEUX              | 50 755 €           | 56 671 €           | 56 671 €           | 56 671 €           | 56 671 €           | 56 671 €           |
| LANTIC                | 17 833 €           | 26 380 €           | 26 380 €           | 26 380 €           | 26 380 €           | 26 380 €           |
| LESLAY (LE)           | 12 218 €           | 15 000 €           | 15 000 €           | 15 000 €           | 15 000 €           | 15 000 €           |
| ME AUGON (LA)         | 21 781 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           |
| PLAINE-HAUTE          | 47 036 €           | 29 213 €           | 28 160 €           | 27 107 €           | 26 053 €           | 25 000 €           |
| PLAINTEL              | 73 429 €           | 38 984 €           | 38 984 €           | 38 984 €           | 38 984 €           | 38 984 €           |
| PLEDRAN               | 88 256 €           | 68 471 €           | 68 471 €           | 68 471 €           | 68 471 €           | 68 471 €           |
| PLERIN                | 96 728 €           | 114 289 €          | 114 289 €          | 114 289 €          | 114 289 €          | 114 289 €          |
| PLOEUC-L'HERMITAGE    | 78 686 €           | 68 953 €           | 68 953 €           | 68 953 €           | 68 953 €           | 68 953 €           |
| PLOUFRAGAN            | 114 902 €          | 125 554 €          | 125 554 €          | 125 554 €          | 125 554 €          | 125 554 €          |
| PLOURHAN              | 18 013 €           | 25 000 €           | 25 000 €           | 25 000 €           | 25 000 €           | 25 000 €           |
| PORDIC                | 93 146 €           | 57 391 €           | 57 391 €           | 57 391 €           | 57 391 €           | 57 391 €           |
| QUINTIN               | 49 132 €           | 48 236 €           | 48 236 €           | 48 236 €           | 48 236 €           | 48 236 €           |
| SAINT-BIHY            | 12 036 €           | 15 000 €           | 15 000 €           | 15 000 €           | 15 000 €           | 15 000 €           |
| SAINT-BRANDAN         | 29 426 €           | 26 967 €           | 26 967 €           | 26 967 €           | 26 967 €           | 26 967 €           |
| SAINT-BRIEUC          | 423 571 €          | 521 945 €          | 521 945 €          | 521 945 €          | 521 945 €          | 521 945 €          |
| SAINT-CARREUC         | 94 667 €           | 55 482 €           | 47 861 €           | 40 241 €           | 32 620 €           | 25 000 €           |
| SAINT-DONAN           | 33 698 €           | 25 000 €           | 25 000 €           | 25 000 €           | 25 000 €           | 25 000 €           |
| SAINT-GILDAS          | 20 424 €           | 16 524 €           | 16 143 €           | 15 762 €           | 15 381 €           | 15 000 €           |
| SAINT-JULIEN          | 37 022 €           | 29 657 €           | 29 657 €           | 29 657 €           | 29 657 €           | 29 657 €           |
| SAINT-QUAY-PORTRIEUX  | 57 168 €           | 30 263 €           | 30 263 €           | 30 263 €           | 30 263 €           | 30 263 €           |
| TREGUEUX              | 61 686 €           | 66 063 €           | 66 063 €           | 66 063 €           | 66 063 €           | 66 063 €           |
| TREMUSON              | 86 611 €           | 47 765 €           | 42 074 €           | 36 383 €           | 30 691 €           | 25 000 €           |
| TRENEUC               | 21 591 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           | 20 000 €           |
| VIEUX-BOURG (LE)      | 17 295 €           | 15 000 €           | 15 000 €           | 15 000 €           | 15 000 €           | 15 000 €           |
| YFFINIAC              | 56 111 €           | 41 127 €           | 41 127 €           | 41 127 €           | 41 127 €           | 41 127 €           |
| <b>FCF TOTAL</b>      | <b>1 863 435 €</b> | <b>1 782 704 €</b> | <b>1 767 557 €</b> | <b>1 752 411 €</b> | <b>1 737 263 €</b> | <b>1 722 117 €</b> |

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5 VI ;

Vu la délibération DB-147-2021 prise par SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION le 08/07/2021 relative au projet de territoire de Saint-Brieuc Armor Agglomération 2021-2030 ;

Vu la délibération DB-184-2021 prise par SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION le 23/09/2021 relative à la refonte du Pacte Financier et Fiscal et à ses dispositions financières ;

Vu l'avis de la Commission Finances de SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION en date du 14 septembre 2021 ;

Vu l'avis du Bureau Communautaire saisi en date du 9 septembre 2021 ;

Vu l'avis de la Conférence des Maires en date du 9 septembre 2021 ;



**CONSIDERANT** que les dispositions approuvées en conseil d'agglomération posent les bases de la nouvelle solidarité financière qui sera déployée au sein de l'ensemble intercommunal sur la période 2021-2026,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix « pour » et 4 voix « contre » (Fabienne LE CHANU, Thierry COISY, Corentin LE FUR et Thibault REPERANT) :

**PREND ACTE** des dispositions financières détaillées ci-dessus et intégrées dans la refonte du Pacte Fiscal et Financier de 2021,

**VALIDE** la convention pour le versement du Fonds Communautaire de Fonctionnement ainsi que le règlement d'attribution du Fonds Communautaire de Fonctionnement,

**AUTORISE** Monsieur Le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tout autre document s'y rapportant et permettant le versement du Fonds Communautaire de Fonctionnement.

**Délibération n° 2021/10/50 (nomenclature 7.5)**

**Objet : Demande de financement de matériel de désherbage alternatif au désherbage chimique à la région Bretagne dans le cadre de l'acquisition d'un broyeur.**

Considérant la délibération du 21 février 2017 relative à la signature d'une charte de désherbage qui confirmait que la commune s'engageait dans un traitement plus écologique de ses espaces verts et qu'il était souhaité de continuer à progresser dans ce domaine ;

Considérant la délibération du 05 mars 2020 relative à la signature de la charte du Plan Climat Air Energie Territorial de Saint-Brieuc Armor Agglomération ;

Considérant la délibération du 29 septembre 2020 par laquelle la démarche menée par la ville de Quintin correspondait au niveau 5 de la Charte de désherbage, soit l'application du zéro phyto ;

Vu la signature de cette charte le 18 décembre 2020 ;

Considérant que la Région Bretagne participe au financement de matériels de désherbage alternatif au désherbage chimique, en particulier le financement d'un broyeur de végétaux issus de massifs et haies en vue de produire son propre paillage organique dans la limite de 12 000 € ;

Monsieur Emmanuel THERIN, présente le coût d'acquisition d'un broyeur de branches de type BUGNOT BVN 45 PFH d'un montant de 12 300 € H.T, soit 14 720 € TTC. Avec un attelage 3 points tracteur et un rotor équipé d'un jeu de couteaux, il permettra d'obtenir un broyat plus régulier. Véritable alternative au désherbage chimique et source d'économie d'eau, le paillage répond aux enjeux actuels de la Ville de Quintin dans la gestion de ses espaces publics et de son plan de désherbage communal.

Utiliser un tel équipement permettra de réduire le volume de déchets verts en s'inscrivant dans un cercle vertueux de revalorisation des produits issus de l'élagage et de la taille des haies et massifs intégrés aux espaces publics dont le cimetière, le parc Roz Maria, le parc de la Saint-Ladre. La mise en place de l'atelier d'élagage au sein des services techniques sera l'occasion de valoriser l'entretien des 2 000 arbres constituant le patrimoine naturel de la commune.

Emmanuel THERIN propose d'adopter le plan de financement suivant :

| <b>Plan de financement prévisionnel sur acquisition du broyeur :</b> |            |                  |
|--|------------|------------------|
|  | Total en € | % de financement |
| <i>Concours publics</i>  |            |                  |
| Région-Eau- Matériel de désherbage alternatif                        | 9 840 €    | 80 %             |
| <i>Total concours public</i>   |            | 80 %             |
| <i>Concours privés de la Commune</i>                                 |            |                  |
| Autofinancement  | 2 460 €    | 20 %             |
| <i>Total concours privés</i>   |            | 20 %             |
| Total général  | 12 300 €   | 100 %            |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De valider le projet d'acquisition et son plan de financement
- De demander à bénéficier des aides au titre des fonds de la Région dans le cadre de la politique de protection de la ressource en eau en visant l'acquisition de matériel de désherbage alternatif au désherbage chimique, en zone non agricole
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer tout acte nécessaire à la réalisation de cette affaire, y compris à produire un nouveau plan de financement, la Commune de Quintin s'engageant à assurer l'autofinancement restant après déduction de l'ensemble des contributions, dans le respect des règles d'attribution des fonds régionaux.

**Délibération n° 2021/10/51 (nomenclature 7.6)**

**Objet : Rénovation de deux foyers d'éclairage public.**

Considérant que par courrier en date du 06 octobre 2021, le Syndicat Départemental d'Energie a fait part à la Commune de la nécessité de procéder au remplacement des foyers lumineux suivants en raison de leur vétusté :

- Foyer F1368 sis Rue Saint-Ladre
- Foyer A1082 sis Rue des Carmes

Considérant que ses services ont établi un projet dans ce sens pour un montant estimé de 2 967, 84 € TTC (coût total des travaux majoré de 8% de frais d'études et de suivi), la participation de la Commune s'élevant à 1 903,70 €.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'approuver le projet ci-dessus désigné, présenté par le Syndicat Départemental d'Energie des Côtes d'Armor pour un montant estimatif de 2 967, 84 € TTC (correspondant au coût total des travaux majoré de 8 % de frais de maîtrise d'œuvre).

Il est précisé que la Commune ayant transféré la compétence « éclairage public » au Syndicat, celui-ci bénéficiera du Fonds de Compensation de la TVA et percevra de la Commune une subvention d'équipement, conformément au règlement financier approuvé par le comité syndical du SDE le 20 décembre 2019 d'un montant de 1064,14 €, calculée sur le montant de la facture « entreprise » affectée du coefficient moyen du marché, augmentée des frais de maîtrise d'œuvre au taux de 8 %.

L'appel de fonds se fait en une ou plusieurs fois selon que le Syndicat aura réglé l'entreprise suivant les mêmes modalités, et au prorata du paiement à celle-ci.

Ces montants sont transmis à titre indicatif. Le montant définitif de la participation sera revu en fonction du coût réel des travaux.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h25*